

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE COURANTES ET SERVICES

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N°6225SGTR21

#### **Pouvoir adjudicateur :**

Chambre de commerce et d'industrie Réunion  
5, b rue de Paris CS 31023  
97404 SAINT-DENIS CEDEX  
Tél : 02 62 94 20 00  
Fax : 02 62 94 22 90

**Objet de l'Accord Cadre pour la production de PLV CCI Réunion 2025-28**

Procédure de passation : marché de procédure adaptée

#### **Date et heure limites de remise des offres :**

**Le 01/09/2025- 12h (Heure locale – Ile de la Réunion)**

RC- Production de PLV pour la CCI Réunion 2025-28



Financé par  
l'Union européenne

Ce projet est financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme FEDER-FSE + Réunion dont l'Autorité de gestion est la Région Réunion. L'Europe s'engage à La Réunion avec le fonds FEDER.



centre de  
ressources  
technologiques



Cofinancé par  
l'Union européenne

Cette formation est cofinancée par l'Union européenne et la Région Réunion. L'Europe s'engage à la Réunion avec le Fonds social européen plus (FSE+)



# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

1. Objet de la consultation
2. Condition de consultation
3. Dispositions générales
4. Présentation des propositions et candidature
5. Conditions d'envoi des propositions
6. Jugement des propositions
7. Renseignements complémentaires



Financé par  
l'Union européenne

Ce projet est financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme FEDER-FSE + Réunion dont l'Autorité de gestion est la Région Réunion. L'Europe s'engage à La Réunion avec le fonds FEDER.



centre de  
ressources  
technologiques



Cofinancé par  
l'Union européenne

Cette formation est cofinancée par l'Union européenne et la Région Réunion. L'Europe s'engage à la Réunion avec le Fonds social européen plus (FSE+)



## Article 1 premier - Objet du marché

Le présent accord cadre concerne **la production de PLV CCI Réunion 2025-28.**

Ce marché aura pour but de permettre à la CCI Réunion de disposer de supports de communication au fur et à mesure de ses besoins en articles définis à l'annexe 1 du CCP.

La notification des commandes auprès des candidats donnera lieu à des bons de commandes à partir des tarifs de l'acte d'engagement.

L'estimation totale du marché pour le lot est de : **143 000€ ht/3ans**

### 1.1 Allotissement

Le marché est composé de sept (7) lots.

Lot 1: Banderole (5m X1m)

Lot 2: BOWFLAG (2500mm sans socle)

Lot 3 : BOWFLAG (2500mm avec socle)

Lot 4: Kakemonos (800x2000mm)

Lot 5: Bâche (3m x 2.50 m)

Lot 6: Textile - Stand parapluie (3030 x 2280mm)

Lot 7: Stand parapluie complet (textile + structure) 3030 x 2280mm)

### 1-2 Lieu de livraison des prestations :

Siège – Direction de la communication

5 B rue de paris – CS 31023

97404 St Denis Cédex

### 1-3. Caractéristiques principales du marché :

Cet accord cadre est régi par le présent règlement de consultation se déroulera **en deux (2) phases.**

#### Désignation des différentes phases

Phase A : Pré sélection des candidats (maximum 3 par lot)

Phase B : Sélection des offres

Le marché est de type accord cadre pour **la production de PLV CCI Réunion 2025-28**

- Les commandes seront émises au fur et à mesure des besoins durant les trois ans.
- Ce marché comporte à titre indicatif un montant minimum de commande par an et pour l'ensemble des candidats retenus. Ces montants engageront la CCI Réunion que pour le minimal sur les trois années.

### Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, renouvelable deux fois soit un maximum de trois ans (36 mois) dans les cas prévus à l'article 5.4 du présent document, il est conclu à compter de la date de notification du contrat.

## Suivi de la prestation

Les bons de commandes (phase B) au présent accord-cadre seront suivis par les personnes référentes désignés en concertation avec la Direction de la communication.

## Financement de la prestation

Le financement des bons de commandes liés à cet accord-cadre sera assuré en fonction des besoins soit par des fonds propres de la CCI REUNION ou d'après d'autres sources de financement.

**Classification CPV : 79822500-7**

## Article 2 – Condition de la consultation

### 2-1 Etendue de la consultation

Accord Cadre de type multi attributaire (maximum 3 candidats)

Procédure de passation : Accord cadre multi attributaire de type bons de commande en procédure adaptée selon les articles : R2123-1 ; R.2162-1 et 4, R2123-4 et 5. R 2113-1 à 3, R. 2162-13 et R. 2162-14 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

## Article 3 - Dispositions générales du marché

### 3-1-Décomposition du marché

#### 3-1-1 Allotissement

L'accord cadre est composé de sept lots (cf. 1-1 du présent document)

Lot 1: Banderole

Lot 2: BOWFLAG (sans socle)

Lot 3 : BOWFLAG

Lot 4: Kakemonos

Lot 5: Bâche

Lot 6: Textile - Stand parapluie

Lot 7: Stand parapluie complet

**Acceptation des variantes** : oui sur les matières des articles proposés dont la liste est partiellement définie en annexe 1 du CCP.

**Options** : non

### 3-2- Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par virement sur présentation de la facture accompagnée obligatoirement du bon de livraison et du bon de commande de la CCI Réunion.

### 3-3 Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Toutefois, chacun des opérateurs économiques, membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

### 3-4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions sera de :

- **Phase A** : 120 jours à compter de la date limite fixée lors de la réception des offres. Il la
- **Phase B** : Correspond à la durée du marché

### 3-5- Contenu du dossier de consultation

Cette consultation se déroulera en deux phases

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir par les candidats à l'acheteur public) comprend les documents suivants :

#### ❖ Phase A : Présentation des candidatures

- Le CCP paraphé
- Le BP renseigné et signé
- L'Acte d'engagement renseigné et signé
- La présentation d'un catalogue d'articles et prix
- Annexe conflit d'intérêt
- Le DC1 ou déclaration du candidat et le DC2
- Les attestations fiscales (3666-SD) et sociales sont souhaités
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire

Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R2143-3 et 4 R2143-5 du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

- Le Chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 dernières années
- Toutes informations sur la capacité technique, humaine et financière du candidat à assurer la mission en présentant obligatoirement un mémoire technique.

#### a. Situation juridique :

#### La situation propre des opérateurs économiques

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent). Elle sera signée par le représentant du candidat, en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants. Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles R2142-1 à 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- La remise d'un DC2 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.
- Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières.

5

RC- Production de PLV pour la CCI Réunion 2025-28



Financé par  
l'Union européenne

Ce projet est financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme FEDER-FSE + Réunion dont l'Autorité de gestion est la Région Réunion. L'Europe s'engage à La Réunion avec le fonds FEDER.



centre de  
ressources  
technologiques



Cofinancé par  
l'Union européenne

Cette formation est cofinancée par l'Union européenne et la Région Réunion. L'Europe s'engage à la Réunion avec le Fonds social européen plus (FSE+)



- Les candidatures qui sont accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-3 à 5 du décret du décret n°2019-259 du 29 mars 2019 du Code de la Commande Publique.

Le(s) candidat(s) sélectionné en phase A produira une attestation sur l'honneur ou fournira les pièces justificatives concernant :

- Qu'il a satisfait à ses obligations fiscales (3666 SD) et sociales
- L'interdiction du cumul d'emplois et travail dissimulé,

## b. Les capacités économiques et financières

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles.

*Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.*

## c. Les capacités techniques et professionnelles– références requises

L'attestation de la compagnie d'assurance

Le justificatif de la situation au répertoire SIRENE (pour le numéro SIRET)

La preuve des capacités du candidat peut être apportée par tous moyens considérés comme appropriés par l'acheteur (exemple : attestations bancaires, certificats éventuels de qualification professionnelle, etc.).

### GROUPEMENT

En cas de groupement, l'intégralité des pièces ci-dessus doit être fournie par **chacun des membres du groupement**.

### SOUS-TRAITANCE

Les éventuels sous-traitants sont tenus d'effectuer les mêmes formalités (DC4 et Capacités économiques et financières ainsi que capacités techniques et professionnelles).

Le candidat présente le DC4 dûment compléter avec la candidature.

### DUME (Document Unique Européen)

Lorsque le profil acheteur le propose, le candidat peut fusionner son DUME avec celui de l'acheteur.

Si le DUME n'est pas proposé par l'acheteur, le candidat a toujours la possibilité de transmettre son DUME, celui-ci est accepté.

**Dépôt de candidature et retrait du dossier électronique directement à l'adresse suivante :**

➤ <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## ❖ Phase B : Présentation des offres

A l'issue de la Phase A et durant la survenance du besoin, la CCI Réunion demandera par mail aux premiers des candidats retenus la confirmation de ses tarifs et délais de production.

**Dépôt des offres :** Les candidats devront confirmer, par retour mail, les tarifs et délais de production pour permettre à la CCI Réunion d'analyser leurs offres.

Le **pouvoir adjudicateur** fixera un délai suffisant pour la présentation des offres en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues. L'adresse et le mode de dépôt des offres seront alors indiqués aux candidats.

## Article 4 - Présentation des propositions et candidature

### 4-1-Documents à produire

Les documents à produire seront ceux énoncés aux articles **3-5** du présent document en phase A et B.

### 4-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française et seront établis en euros.

### 4-3 Unité monétaire (€)

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

## Article 5 - Conditions de dépôt des candidatures et des offres en phase A et B

### 5.1 - Conditions d'envoi des propositions

Les candidats transmettront leurs candidatures et leurs offres (Cf. article 3.5)

## Article 6 - Jugement des propositions

### 6.1 Sélection des candidatures

#### Phase A- La phase de sélection des candidatures

Les soumissionnaires seront classés dans un premier temps :

- En fonction des candidatures retenues et non retenues (art 6.3 du CCP)
- Et en fonction des critères de sélection (du 1er au 3ème)

La CCI Réunion se réserve le droit de limiter au maximum à 3 le nombre des candidats par lot.

## L'analyse des offres se fera en fonction des critères suivants :

- 1/ Valeur technique des offres : 45 %
- 2/ Prix : 55% (de l'annexe n°1 du CCP)

**La VTO : 45%**  
(100 Pts maximum)

### La valeur technique des offres VTO

- **L'expérience professionnelle du prestataire : 20 points**
- **Les conditions de production : 30 points**
  - Parc machine (visite - matériels, technicités...)
  - Circuit de production et distribution (lieu etc...)
  - Profil des équipes (organisation de l'équipe dédiée à la production - organisation personnelle et logistique)
- **La qualité du produit : 20 points**
  - Echantillons obligatoires pour chacun des lots
  - Stabilité et durée de vie du support (dépendants des matériaux constitutants)
- **Les délais de production et de livraison à partir de la date de remise du fichier 30 points**

Barème d'appréciation

Très satisfaisant : 100/100

Satisfaisant : 80% de la note maxi

Moyen : 50% de la note maxi

Insatisfaisant ou non fourni : 0/100

**Le prix : 55%** (de la liste du BP de la CCI Réunion)  
(100 Pts maximum)

- Prix (forfaitaire)

Note maximale X prix offre moins disante  
Prix offre analysée

### La note finale N de chaque offre

$$N = (VTO \times 0,45) + (Np \times 0,55)$$

Un classement sera alors fait afin de présélectionner les trois candidats/lot pour les phases 2.



## 6.2 Sélection des offres

### Phase B – Analyse des offres

La CCI REUNION consultera par écrit (par tous moyens permettant de certifier l'envoi des demandes) Cette étape consiste dans la confirmation du délai de production ainsi que de la confirmation des tarifs. Le premier du classement sera consulté, en cas de non-disponibilité le second sera consulté etc...

#### Disponibilité et confirmation des tarifs

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que les réponses doivent nous parvenir entre 24 et 48h Sans retour du premier prestataire retenu sa candidature sera écartée au profit du second etc....

## 6.3 Déroulement de la procédure :

Les soumissionnaires sont informés des conditions de rejets des offres :

- Les offres parvenues après la date et l'heure limite,
- Les offres qui ne respectent pas les exigences formulées (offres irrégulières)
- Les offres sans rapport avec le marché (offres inappropriées)
- Les candidats n'ayant **pas dépassés 70/100 en phase A**

### Article 7 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir au plus tard cinq (5) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite directement :

➤ <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse via la plateforme sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier.

## PROCEDURES DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera celui de Saint Denis de la Réunion. Tout rapport, toute documentation, toutes correspondances relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

### 7.1 Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif – Secrétariat du greffe, 27 rue Félix Guyon – CS 61107-97404  
Saint-Denis Cédex. Tel 02 62 92 43 61. Fax 02 62 92 43 62

### 7.2 Introduction des recours :

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : 2 mois à compter de la date de la notification du marché.

### Règlement des différends :

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, le tribunal compétent sera celui de Saint Denis de la Réunion.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours  
(Nom et adresse : idem article 7.1)